

EN PARTENARIAT AVEC :

I A C F

INSTITUT DES AVOCATS
CONSEILS FISCAUX



BY ABILWAYS

25^{èmes} RENCONTRES ANNUELLES

PANORAMA FISCAL 2017/2018

MARDI 23 ET MERCREDI 24 JANVIER 2018 • PARIS



PULLMAN
PARIS TOUR EIFFEL



Une attestation vous sera
remise validant 14 heures
de formation

www.efe.fr



Boris MASSOUTIER

Responsable des départements Fiscalité et Gestion de Patrimoine
 Chef de projet conférences et formations
 bmassoutier@efe.fr – 01 44 09 12 75
 @EfeFiscalité

Le **Panorama fiscal** est l'Événement incontournable du début d'année pour les acteurs de la fiscalité et cela depuis un quart de siècle maintenant ! Nous sommes ravis de vous accueillir pour fêter la 25^{ème} édition de cette institution. Depuis sa création, vous avez été plus de **4 000 participants** à bénéficier de l'expertise et des commentaires des **membres du Conseil d'État**, de la **Cour de cassation** et d'**éminents avocats fiscalistes membres de l'IACF**.

Cette année encore ils décrypteront pour vous la riche actualité fiscale avec en point d'orgue la **loi de finances** et la **loi de finances rectificative** votées par notre nouvelle législature ainsi que toute la riche **jurisprudence nationale et européenne de 2017**.

Je vous donne rendez-vous les mardi 23 et mercredi 24 janvier 2018 pour deux jours d'analyses, d'échanges et de partages dans un lieu exceptionnel à Paris !

POUR QUI ?

- Responsables juridiques et fiscaux
- Avocats et conseils
- Responsables contentieux
- Directeurs administratifs et financiers
- Directeurs et secrétaires généraux
- Responsables comptables et experts-comptables
- Notaires
- Gestionnaires de patrimoine

POURQUOI ?

- Bénéficier des commentaires de la **loi de finances pour 2018**, de la **loi de finances rectificative pour 2017** et des **dernières doctrines administratives par les membres du Conseil d'État, le Doyen de la Cour de cassation et des praticiens de renom membres de l'IACF**
- Faire le point sur les **évolutions jurisprudentielles du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour de Justice de l'Union Européenne** dans l'ensemble des domaines de la fiscalité
- Maîtriser les **évolutions de la fiscalité interne et internationale qui impactent vos pratiques**

COMMENT ?

- Ces journées sont organisées **sous forme de tables rondes réunissant les meilleurs spécialistes dans leur domaine de compétence** : conseillers d'État, membre de la Cour de cassation et avocats fiscalistes
- Ces **25^{èmes} rencontres annuelles sont conçues sous forme interactive** : vous avez la possibilité de réagir et de poser des questions aux intervenants à tout moment
- Une **documentation exhaustive** reprenant l'ensemble des textes et arrêts commentés au cours des deux jours vous sera remise en début de conférence

LES ACQUIS

- **Mettre en place des schémas fiscaux sécurisés** qui tiennent compte de l'actualité fiscale législative et jurisprudentielle de l'année écoulée
- **Maîtriser les dernières réformes fiscales** issues de la loi de finances pour 2018 et de la loi de finances rectificative pour 2017
- **Limiter et anticiper les risques de redressements** en fiscalité interne directe, en fiscalité internationale et en TVA

DÉROULEMENT DES JOURNÉES :

Accueil des participants : 8h30 • Ouverture des débats : 9h • Déjeuner de 13h à 14h30 • Café-Networking de 15 minutes à 11h et 16h
 Clôture des journées à 18h 🍷 Un cocktail pour célébrer cette 25^{ème} édition aura lieu le mardi 23 janvier à 18h



NEW



À découvrir également : Le Tax Club by EFE, votre nouveau rendez-vous bimestriel

- **2 heures** de conférence sur des sujets au cœur de l'actualité fiscale
- Un moment privilégié d'**échange et de partage** avec vos pairs et nos **meilleurs experts**
- Une **soirée cocktail** dans un cadre convivial

Retrouvez le Tax Club by EFE sur www.efe.fr

MARDI 23 JANVIER 2018

FISCALITÉ INTERNE DIRECTE 9H00 • 18H00

JOURNÉE ANIMÉE PAR

Olivier FOUQUET

Président (H) de section

Gilles BACHELIER

Conseiller d'État

Benoît BOHNERT

Maître des requêtes, rapporteur public

Emilie BOKDAM-TOGNETTI

Maître des requêtes, rapporteur public

Emmanuelle CORTOT-BOUCHER

Maître des requêtes, rapporteur public
et Professeur Associé à Paris Est Créteil

Anne ILJIC

Maître des requêtes
et Responsable du Centre de documentation

CONSEIL D'ÉTAT

Edouard CREPEY

Maître des requêtes, rapporteur public
CONSEIL D'ÉTAT

Bernard HATOUX

Doyen Honoraire
COUR DE CASSATION

Claude LOPATER

Expert-comptable

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE & RÉGLEMENTAIRE

- Loi de finances pour 2018
- Loi de finances rectificative pour 2017
- Décret 2017-601 du 21 avril 2017 La procédure d'indemnisation des lanceurs d'alerte en matière de fraude fiscale internationale peut être mise en œuvre par la DGFIP
- BOI-BIC-PVMV-30-10 et BOI-IS-BASE-20-20-10-10 du 3 mai 2017 L'administration adapte sa doctrine relative à la définition des titres de participation et prend en compte plusieurs solutions du Conseil d'État
- BOI-BIC-CHAMP-40-20-10 et 20 du 4 mai 2017 Précision sur le champ d'application et le régime fiscal de la location meublée
- BOI-CF-IOR-60-40 du 7 juin 2017 Comptabilités informatisées
- BOI-RSA-ES-20-20 et BOI-IR-DOMIC-10-20-20-30 Précisions relatives au régime des attributions gratuites d'actions
- Rép. Garriaud-Maylam : Sén. 11-5-2017 n° 22465 Le contribuable ne peut plus choisir l'année d'imputation de ses moins-values

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES

Sources du droit fiscal - QPC

- La majoration de 25 % sur les distributions occultes et sur les revenus réputés distribués est-elle également applicable aux prélèvements sociaux correspondants ? *Cons. const. QPC 10 février 2017 n° 2016-610 et Cons. const. 7 juillet 2017 n° 2017-643/650 QPC*
- Cumul des sanctions fiscales et pénales : la CEDH et la Charte des droits fondamentaux ne s'y opposent pas. *Cass. crim. 22 février 2017 n° 14-82.526*. Et quelle est la portée de la réserve limitant le cumul des sanctions aux cas les plus graves ? *Cass. crim. 22 février 2017 n° 16-82.047*
- L'amende pour défaut de production de l'état de suivi des plus-values prévue à l'article 763, I-e du CG est-elle constitutionnelle ? *Cons. const. 9 juin 2017 n° 2017-636 QPC*
- L'exclusion du sursis d'imposition dans le cas des plus-values d'échange de titres avec soulte excédant 10 % est-elle non conforme aux articles 6 et 13 de DDHC ? *Cons. const. 16 juin 2017 n° 2017-638 QPC*

Impôt sur le revenu

- Les déficits se rapportant à un immeuble qui cesse d'être donné en location peuvent-ils être imputés sur les revenus fonciers des dix années suivantes ? *CE 9^e et 10^e ch. 26 avril 2017 n° 400441, min. c/ B*
- Quand s'apprécie la doctrine applicable aux plus-values soumises à l'impôt sur le revenu ? *CE 9^e et 10^e ch. 10 février 2017 n° 386221*
- Quel est le revenu fiscal de référence à prendre en compte dans le calcul de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus ? *CE 3^e et 8^e ch. 17 mai 2017 n° 402950*

Bénéfices industriels et commerciaux / Impôt sur les sociétés

- L'immixtion dans la gestion : un ratio interne suffit-il à établir le caractère excessif de la rémunération d'un intermédiaire ? *CE 9^e et 10^e ch. 22 février 2017 n° 387786, Sté Additek*
- Comment la renonciation d'une société à faire compenser ses créances et ses dettes peut-elle relever d'une gestion anormale ? *CE 9^e et 10^e ch. 22 février 2017 n° 387661, Sté Altran technologies*
- L'administration peut-elle se fonder sur le traitement donné par un droit comptable étranger pour requalifier un abandon de créance consenti à une filiale étrangère en apport de fonds ? *CE 9^e et 10^e ch. 31 mars 2017 n° 383129*
- Dans quelle mesure une société étrangère peut-elle disposer dans les locaux d'une autre société en située en France d'un établissement stable ? *Cass. com. 1^{er} mars 2017 n° 15-26.368, Sté Citra développement et n° 15-26.654 et CE 3^e et 8^e ch. 31 mars 2017 n° 389573 et n° 389577*
- Dans quelles conditions le déficit non déclaré par une filiale ne peut-il pas être exclu du résultat d'ensemble ? *CE 9^e et 10^e ch. 31 mars 2017 n° 393253, Sté Cirrus*
- Quelle lecture des dispositions légales du régime du long terme en faveur des produits de la propriété industrielle ? *CE 3^e et 8^e ch. 31 mars 2017 n° 394741*
- Assurance homme-clé « mixte » : quelles sont les règles de déduction applicables aux primes afférentes à un contrat mixte combinant assurance décès et assurance vie ? *CE 9^e et 10^e ch. 31 mars 2017 n° 387209*
- Comment est imposée la plus-value de réévaluation d'un actif lors de la transformation d'une SCP à l'impôt sur le revenu en SEL à l'impôt sur les sociétés ? *CE 9^e et 10^e ch. 21 avril 2017 n° 386896*
- CIR et intégration fiscale : pourquoi appartient-il à la société mère de demander le remboursement de cette créance par la présentation d'une réclamation contentieuse ? *CE 9^e et 10^e ch. 10 mai 2017 n° 395447, SAS Intelligent Electronic Systems*
- Quelles justifications doit apporter un établissement de crédit pour déduire de son résultat imposable les provisions correspondant à l'actualisation de créances bancaires sur des clients défaillants ? *CE 9^e et 10^e ch. 10 mai 2017 n° 385218, CRCAM du Centre Ouest*
- La réduction d'impôt pour dépense de mécénat qu'une société n'a pas imputée avant son intégration peut-elle être retenue pour le calcul du résultat d'ensemble du groupe ? *CE 3^e et 8^e ch. 29 mai 2017 n° 404610, Sté Lilas France*
- Dans quels cas l'inscription de titres, ouvrant droit au régime des sociétés mères-filles, au compte-titres de participation ne constitue-t-elle pas une décision de gestion ? *CE 3^e et 8^e ch. 29 mai 2017 n° 405083, Sté Vivendi*
- Imputation des crédits d'impôts conventionnels : quelles nouvelles solutions dégagées par le Conseil d'État ? *CE 9^e et 10^e ch. 7 juin 2017 n° 386579, LVMH, CE 9^e et 10^e ch. 26 juin 2017 n° 386269, Crédit Agricole et n°406437, BPCE*
- Quelles conséquences pratiques de l'annulation de la doctrine administrative qui, en cas de cession de titres de participation, prévoit la taxation d'une quote-part de frais et charges même en présence d'une moins-value nette à long terme ? *CE 3^e et 8^e ch. 14 juin 2017 n° 400855, Sté Orange Participations*

AVEC LES MEMBRES DE L'IACF :

Laurent CHATEL

Avocat Associé

CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Nicolas DE BOYNES

Avocat Associé

SULLIVAN & CROMWELL

Rémy GENTILHOMME

Notaire Associé

LEXNOT NOTAIRES ASSOCIÉS

Philippe GROUSSET

Avocat Associé

CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Luc JAILLAIS

Avocat Associé

CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Éric MEIER

Avocat Associé

BAKER & MCKENZIE

Ève OBADIA

Avocat Associé

CABINET OBADIA

Frédéric TEPER

Avocat Associé

ARSENE TAXAND

Philippe ROCHMANN

Avocat Associé

MAISON ECK

- Quels effets de la notation financière de la mère sur la solvabilité de sa fille pour la fixation des taux d'emprunt au sein du groupe ? CE 9^e et 10^e ch. 19 juin 2017 n° 392543, 392544, 392545, min. c/ Stés General Electric France et General Electric Capital
- Une provision constituée à tort au plan comptable traduit-elle une décision de gestion ? CE 9^e et 10^e ch. 19 juin 2017 n° 391770 Sté Spie Batignolles
- Quelle évaluation du prix d'acquisition en cas de contrôle et de synergies obtenues par la société acquéreuse ? CE 3^e et 8^e ch. 12 juillet 2017 n° 400644, Sté Havas SA
- L'opération de distribution par une société de dividendes prélevée sur le RAN et l'émission concomitante d'obligations remboursables en actions constitue-t-elle un abus de droit ? CE 3^e et 8^e ch. 19 juillet 2017 n°408227

Taxe locale et impôts locaux

La révision cadastrale des locaux commerciaux laisse de la place à l'interprétation du passé

- Le local de référence doit être loué au 1^{er} janvier 1970 donc inutile de rechercher le loyer déterminé postérieurement à cette date et si recours à l'appréciation directe, une transaction de 1999 est trop éloignée de 1970. CE 3^e et 8^e ch 29 mai 2017 n°391930 ste Campeli

Des locaux industriels qui se multiplient malgré la désertification de l'industrie en France

- Concession et inscription à l'actif de l'immeuble pour l'application forcée de la méthode comptable – À l'impossible le délégué est tenu. CE 3^e et 8^e ch 24 février 2017 n°394158 AGO
- Quelle valeur locative plancher en cas de cession d'établissement non utilisable en l'état ? CE 9^e et 10^e ch. 22 février 2017 n° 392337, SCI du Chant du Chêne
- Evaluation des immeubles acquis après crédit-bail avant 2007. CE 3^e et 8^e ch 24 février 2017 n°395410 Laboratoire Leurquin Médiolanum

Procédure et contrôles

- Attention à bien viser les impôts que l'on souhaite contester et attention aux impôts non susceptibles d'appel. CE 3^e et 8^e ch 29 mai 2017, n°391930 Campeli
- Quelles sanctions lors d'une insuffisance de déclaration de la taxe professionnelle alors que le montant versé au titre de la cotisation minimale était supérieur à la cotisation de la taxe professionnelle rectifiée ? CE 9^e et 10^e ch. 31 mars 2017 n° 391293, SAS Centre chirurgical Ambroise Paré
- Qui est le redevable de la taxe foncière lorsque le propriétaire de l'immeuble est en liquidation judiciaire ? CE 8^e ch. 10 mars 2017 n° 386251

Détermination de la valeur ajoutée pour la CVAE : une appréciation souveraine des juges du fonds à géométrie variable

- Une société domiciliée en France et donnant en location des biens à l'étranger est-elle redevable de la CFE ? CE 9^e et 10^e ch. 21 avril 2017 n° 400297, SNC Ultramarine – soit mais sur quelle valeur ajoutée peut-elle plafonner sa CFE ?
- Quelles conséquences de l'invalidation des modalités de calcul de la CVAE dans les groupes fiscalement intégrés ? Cons. const. 19 mai 2017 n° 2017-629 QPC, Sté FB Finance
- Faut-il prendre en compte les dépenses de mécénat dans le calcul de la valeur ajoutée et définition des taxes admises en minoration ? CE 9^e et 10^e ch. 21 avril 2017, n°398426 Pierre Fabre
- La définition des subventions d'investissement dépend-elle uniquement du compte utilisé ou de l'analyse poussée faite par le juge ? CE 9^e et 10^e ch 10 juillet 2017, n°399557 SCTVR

Procédure et contrôle fiscal

- La proposition de rectification doit-elle motiver la majoration de 25 % pour non-adhésion à un CGA ? CE, 3^e et 8^e ch. 29 mars 2017 n° 397658, min. c/ B.
- Notion de délai de recours raisonnable : jusqu'à quand est-il possible de contester l'avis d'imposition ? Qu'en est-il des décisions implicites ? CE sect. 31 mars 2017 n° 389842, min. c/ A.
- Quelles applications de la majoration de 80% ? CE 3^e et 8^e ch. 31 mars 2017 n° 389573, n° 389577, n° 385107, n° 385108, n° 389573 et n° 389577
- Dans le cadre d'un ESFP, l'administration fiscale est-elle tenue de continuer le dialogue contradictoire avec les ayants droit d'un contribuable décédé ? CE 9^e et 10^e ch. 26 avril 2017 n° 384872
- La notification de la demande de justifications à un tiers non habilité est-elle régulière ? CE 9^e et 10^e ch. 26 avril 2017 n° 388472
- Le défaut de réponse à la demande de justifications adressée à un contribuable décédé entraîne-t-il la taxation d'office ? CE 9^e et 10^e ch. 26 avril 2017 n° 384872
- Le secret professionnel de l'avocat couvre-t-il les échanges avec son client agissant comme expert-comptable de la société ? Cass. com. 15 mars 2017 n° 15-25.649, Sté Trimax

Recouvrement

- L'avis de mise en recouvrement faisant référence aux notifications antérieures dans sa motivation est-il régulier ? Cass. com. 11 mai 2017 n° 16-12.192, S. c/ DGFiP
- Dès lors que l'administration consent un dégrèvement à tort, elle a l'obligation d'émettre un nouveau titre pour recouvrir les impositions. CE Section 26 avril 2017 n° 401985, Sté Supermarchés Match

Impôt de solidarité sur la fortune

- Une holding qui exerce conjointement le contrôle du groupe avec une autre holding est-elle considérée comme animatrice ? CA Rennes 8 mars 2016 n° 15/00775
- La détention d'une participation minoritaire dans une filiale non animée remet-elle en cause le caractère animateur d'une holding et la possibilité de bénéficier de l'exonération au titre des biens professionnels ? CA Paris 27 mars 2017 n° 15/02542, min. c/ D
- Un contrat d'assurance vie nanti avec délégation de créance au profit de la banque est-il taxable à l'ISF ? Si oui, à quelle valeur ? Cass. com. 26 avril 2017 n° 15-27.967

Successions et donations

- Donations déguisées et ISF : la seule mention des prêts au passif de la déclaration ISF suffit-elle à déceler que ces prêts ne sont pas justifiés et constituent en réalité des donations ? Cass. com. 8 février 2017 n° 15-21.366
- Requalification d'une vente en donation : quelles conditions doivent être réunies pour éviter la requalification ? Cass. com. 8 février 2017 n° 15-23.043
- L'administration peut-elle rectifier la valeur des biens donnés dans le cadre de l'article 751 du CGI ? Cass. com. 1^{er} mars 2017 n° 15-14.170
- Une donation de titres avec clause de remplacement et report de l'usufruit revêt-elle un caractère fictif ? CE 10^e ch. 31 mars 2017 n° 395550, min. c/ D

FISCALITÉ INTERNATIONALE

9H00 • 13H00

MATINÉE ANIMÉE PAR

Philippe MARTIN
Président de section
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :

Stéphanie AUFERIL

Avocat Associé

ARKWOOD

Éric GINTER

Avocat Associé

ALTITUDE AVOCATS

Bruno GOUTHIERE

Avocat Associé

CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

TVA

14H30 • 18H30

APRÈS-MIDI ANIMÉE PAR

Gilles BACHELIER

Conseiller d'État

Benoît BOHNERT

Maître des requêtes, rapporteur public

CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :

Olivier GALERNEAU

Directeur Associé

EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS

José Manuel MORENO

Avocat Associé

PwC SOCIÉTÉ D'AVOCATS

LOI DE FINANCES POUR 2018

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2017

ACTUALITÉ DES CONVENTIONS FISCALES INTERNATIONALES

- Signature le 7 juin 2017 de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices
- BOI-INT-CVB-SGP n° 10 du 27 juin 2017 L'administration fiscale précise la date d'entrée en vigueur des stipulations de la convention franco-singapourienne du 15 janvier 2015 du côté de Singapour
- Rép. Lefebvre : AN 4 avril 2017 n° 51383 États-Unis : où sont imposées les pensions de retraite de source française ?

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

- Directive UE/2017/952 du 29 mai 2017 Adoption de la directive « Atad 2 » relative aux « dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers »

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES COMMUNAUTAIRES ET FRANÇAISES

- Récupération d'une aide d'État illégale CE 9^e et 10^e ch. 22 février 2017 n° 392226, min. c/ Sté Findim Group
- Quelles conséquences de la non-conformité au droit de l'UE de l'agrément exigé en cas de fusion transfrontalière ? CJUE 1^{er} ch. 8 mars 2017 aff. 14/16, Euro Park Service
- Contribution de 3% : où en sommes-nous ? Quelles conséquences des dernières décisions ? CE 3^e et 8^e ch. 29 mars 2017 n° 399506, Sté Layher, CJUE 17 mai 2017 aff. 365/16, Association française des entreprises privées, CE QPC 3e et 8e ch. 7 juillet 2017 n° 399757, Sté SOPARFI
- Opérations immobilières et société luxembourgeoise : reconnaissance d'un établissement stable en France. CE 3^e et 8^e ch. 1er mars 2017 n° 389573, Sté Estienne d'Orves et CE 3^e et 8^e ch. 31 mars 2017 n° 389577, Sté Comala Défense
- Convention franco-suisse : dans quels cas y a-t-il application du lieu de séjour habituel ? CE 9^e et 10^e ch. 26 avril 2017 n° 384872
- Application des critères de résidence au sens de la convention franco-belge en cas d'habitations et de comptes bancaires en France. Cass. com. 26 avril 2017 n° 15-27.364
- Quelle utilisation faite par l'administration fiscale du dispositif de l'article 155 A du CGI en cas d'établissement stable et de résidence française du contribuable ? Est-il subsidiaire à l'application du droit commun fiscal ? CE 3e et 8e ch. 12 mai 2017 n° 398300
- Dans quelle mesure les juridictions d'un État membre peuvent-elles contrôler la légalité des demandes d'informations fiscales adressées par un autre État membre ? CJUE 16 mai 2017 aff. 682/15, Tibor Farkas

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

- Loi de finances pour 2018
- Loi de finances rectificative pour 2017
- BOI-TVA-DED-40-10-30 du 13 mai 2017 Précisions sur le dispositif d'autorisation de l'autoliquidation de la TVA due à l'importation
- BOI-BIC-RICI-20-30-10-15 n° 130 à 220 du 10 mai 2017 Intégration des anciens commentaires de l'administration fiscale relatifs aux dotations
- BOI-BIC-RICI-20-30-10-15 n° 260 à 560 du 10 mai 2017 Intégration et actualisation des développements consacrés aux dons au profit d'organismes agréés pour le financement d'entreprises
- Note IP/17/1663 du 21-6-2017 Imposition aux intermédiaires qui proposent des dispositifs de planification fiscale agressive d'une déclaration en amont de ces dispositifs avec un échange automatique de ces informations entre États membres

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES COMMUNAUTAIRES ET FRANÇAISES

- Selon quelles modalités une succursale peut-elle détaxer ses achats effectués pour les besoins du siège étranger ? CE 3^e et 8^e ch. 29 mars 2017 n° 389105, Sté Morgan Stanley & CO International Plc
- La TVA indûment versée par l'acquéreur à son vendeur, dans le cadre d'une opération relevant d'un mécanisme d'autoliquidation, peut-elle être déduite ? CJUE 26 avril 2017 aff. 564/15, Tibor Farkas
- Quels critères doit respecter un groupement de moyens pour bénéficier de l'exonération des services rendus à ses membres ? CJUE 4 mai 2017 aff. 274/15, Commission européenne c/ Grand-Duché de Luxembourg
- Dans quels cas les services fournis par des étudiants à des tiers, dans le cadre de leur formation, sont-ils exonérés de TVA ? CJUE 4 mai 2017 aff. 699/15, Commissioners for Her Majesty's Revenue & Customs c/ Brockenhurst College
- La dation en paiement d'un bien en vue d'éteindre une dette fiscale constitue-t-elle une opération soumise à la TVA ? CJUE 11 mai 2017 aff. 36/16, Minister Finansów c/ Posnania Investment SA
- Dans quelles conditions un assujetti, qui ignorait participer à un circuit de fraude, peut-il appliquer le régime de la marge ? CJUE 18 mai 2017 aff. 624/15, Litdana UAB
- La location d'immeubles par une holding à ses filiales traduit-elle une immixtion dans leur gestion ? CE 3^e et 8^e ch. 22 mai 2017 n° 396945, SARL Marle Participations
- Comment s'articule entre eux les différents dispositifs de lutte contre la fraude ? CE 3^e et 8^e ch. 29 mai 2017 n° 396896
- Mise en œuvre de la solidarité en paiement d'un assujetti pour la TVA éludée par un fournisseur situé en amont de la chaîne commerciale CE 3^e et 8^e ch. 29 mai 2017 n° 396896, A. ès qual. c/ min.

